

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Retour sur le Congrès Fédésap 2026 : la transition démographique doit s'inviter dans le débat présidentiel, au même titre que les transitions écologique et numérique

Paris, le 18 septembre 2026



Le 16 septembre, au 3 Mazarium à Paris, la Fédésap a réuni plus de 500 participants – chefs d'entreprise, élus, responsables publics et associatifs, économistes et chercheurs – autour d'une question : « **Le choc démographique est déjà là : qui prendra soin de qui demain ?** ». Une journée animée par la journaliste Xenia Buet, dont il ressort un message clair : à sept mois de l'élection présidentielle, la transition démographique doit être traitée comme une transition à part entière, avec la même ambition, la même planification et le même effort d'investissement que les transitions écologique et numérique.

Une transition déjà engagée, mais absente du débat

Dénatalité d'un côté, vieillissement de l'autre : la France vit déjà les deux mouvements. L'économiste **Éric Heyer** (OFCE) en a posé l'équation : une population active qui se contracte, des besoins sociaux qui progressent, un financement public plus contraint. L'IA en modifiera une partie ; elle ne dispensera pas de repenser l'organisation du travail et le financement de notre modèle social.

Sarah El Haïry, Haut-commissaire à l'Enfance, a plaidé pour considérer l'enfant comme un « actif stratégique » et inscrire dans la durée les investissements en petite enfance, prévention et soutien à la parentalité. La philosophe **Sophie**



Galabru a invité à sortir d'une vision de la vieillesse réduite à la perte et au coût. Aux deux extrémités de la vie, c'est la même question qui se pose : disponibilité, proximité, accessibilité et lien humain.

Trois chantiers pour la prochaine mandature

Passer d'une politique de la dépendance à une politique de l'autonomie. Prévenir plus tôt, coordonner l'aide et le soin, adapter les logements, décloisonner les financements et donner un contenu concret au virage domiciliaire. Le domicile ne peut plus rester un slogan : il suppose des professionnels, une organisation territoriale et un modèle économique capable de tenir dans la durée.

Prendre le virage de l'IA sans effacer l'humain. Laurent Alexandre et Romain Ganneau (Silver Valley) ont montré que les usages les plus utiles sont souvent les plus immédiats – plannings, automatisation administrative, détection des situations à risque – et que l'innovation tient parfois moins dans un robot que dans une nouvelle façon d'organiser le travail. L'enjeu : interroger dès maintenant ce qui peut être automatisé pour préserver ce qui ne doit pas l'être.

Sécuriser l'accès et le maintien dans l'emploi. La séquence portée avec le projet EN ACT est partie d'une réalité concrète : des salariés compétents, intégrés, en poste, que leur entreprise risque de perdre faute d'un renouvellement de titre de séjour dans des délais raisonnables. Employeurs, associations et représentants des salariés ont convenu que des réponses pragmatiques communes sont possibles sur ce terrain.

Grand oral des politiques : cinq sensibilités, une même question

Tous les partis avaient été sollicités ; cinq représentants ont répondu présent, soumis à la même règle – dix minutes de carte blanche, cinq minutes de questions de la salle. **François Ruffin (Debout !), Anne Souyris (pour Marine Tondelier), Violette Spillebout (pour Gabriel Attal), Laure Lavalette (pour Marine Le Pen) et François Gernigon (pour Édouard Philippe)** ont exposé leurs réponses : métiers du lien et triptyque « horaires, salaire, carrière », sixième branche consacrée à la prévention, domicile placé au cœur de la politique de l'autonomie avec un interlocuteur unique, préservation du crédit d'impôt services à la personne, loi de programmation de la longévité.

Les divergences sont nettes sur le financement, l'immigration ou la répartition de l'effort. Mais un constat s'est imposé à tous : **les services à la personne sont au croisement de toutes les grandes transitions françaises** – démographique d'abord, mais aussi sociale, territoriale, technologique et économique.

En clôture, **Amir Reza-Tofighi, président d'honneur de la Fédésap et président des Entrepreneurs**, a rejoint Frank Nataf pour replacer ces enjeux dans le contexte budgétaire immédiat : investir aujourd'hui pour ne pas payer davantage demain.



La Fédésap interpelle donc les candidats à la présidentielle

« Personne ne conteste plus que les transitions écologique et numérique exigent une stratégie nationale, une trajectoire d'investissement et un calendrier. La transition démographique, elle, est déjà là – et elle n'a ni loi de programmation, ni place dans le débat présidentiel. Nous demandons aux candidats de la traiter avec le même sérieux. Les solutions existent, elles viennent aussi d'en bas, des entreprises, des associations et des professionnels qui font face chaque jour aux réalités du terrain. Le vieillissement est inéluctable : à nous d'en faire une opportunité plutôt qu'une charge supplémentaire », déclare Frank Nataf, président de la Fédésap.

La Fédésap portera ces exigences tout au long de la campagne.

Contact presse

Wilén Tahrat

Chef de projet communication et relations presse

wtahrat@fedesap.org

06 52 72 52 16

À propos de la Fédésap

La Fédésap, affiliée aux Entrepreneurs (ex-CPME), est la 1ère fédération d'employeurs du secteur. Créée en 2007, elle rassemble plus de 4 300 structures (entreprises comme associations) à la tête de services autonomie, qui accompagnent à domicile les personnes âgées en situation de dépendance ou de handicap, mais aussi de services de garde d'enfants à domicile et de crèches ou de services d'entretien ménager. Nos adhérents emploient plus de 170 000 intervenants à domicile, qui œuvrent, chaque jour, auprès de 850 000 clients. Les adhérents de la Fédésap réalisent 28 % des heures APA à domicile, 35 % des heures PCH à domicile et 46 % des heures de garde d'enfants à domicile.

